

Événement

UNIVERSITÉ POPULAIRE DU LITTORAL
Vif succès de la rencontre-débat de Calais sur la criseYVES DIMICOLI :
"COMPRENDRE POUR GAGNER ENSEMBLE"

Réunir 120 personnes pour une rencontre-débat, c'est déjà une gageure en soi. Cela se passait le jeudi 19 février dernier à la MPT de Calais, mais cela a failli ne pas se faire. Claude Vanzavelberg, au nom des communistes calaisiens, en s'adressant à l'assistance a réitéré sa volonté de ne pas se laisser intimider par une quelconque expression de nuisance (lire page 9). Informer, rassembler, confronter les idées, avancer, sont des caractéristiques du combat ; elles ne peuvent souffrir d'aucune pusillanimité. Les salariés de tous les secteurs sont en attente de réponses précises face aux problèmes qui les assaillent.

"LA crise, quelles solutions ?", c'est autour de ce thème crucial en cette période agitée que l'Université populaire du littoral, animée par Gérard Berton, avait invité Yves Dimicoli, Jacky Hénin, Bertrand Péricaud et Alain Bruneel, à en débattre. Comment peut-on exprimer avec limpidité la nature même de cette crise et ses dramatiques conséquences sur toute la population et notamment sur les salariés ? La situation actuelle est le reflet général de l'économie, les fermetures d'entreprises concernent tous les secteurs d'activités et toutes les zones géographiques. Partant, si l'on peut dire, du constat social, avec le grand mouvement enclenché le 29 janvier, Yves Dimicoli, responsable du secteur économie du PCF, fait état d'un début de processus intéressant pour tout le pays : montée des luttes dans les entreprises de l'Automobile, dans l'éducation, la recherche, les services publics (Poste, SNCF, Trésor public) et chacun mesure l'abîme qu'il y a entre Sarkozy (et ce qu'il représente) et des pans entiers du salariat. Le modèle proposé ne remet rien en cause et les quelques avancées sont à mettre sur le compte des mobilisations engagées et des négociations qui ont suivi. Mais tout cela est insuffisant, trop insuffisant encore pour rester l'arme au pied. Les 2,6 milliards annoncés pour aider les couches sociales les plus touchées par la crise ne sont rien face aux 26 milliards de ristournes accordés au patronat via la suppression de la taxe professionnelle. Les bénéfices des banques succèdent - invariablement - aux propos de communication du chef de l'État qui prend une imposture de sauveur tout en gardant une logique intrinsèque : maintenir le cap du libéralisme avec l'injonction de travailler le plus possible.



Le débat sur la crise a rencontré un vif succès à Calais. (Photos Liberté 62)

Alors ? C'est dans ce même temps que les exigences de changement prennent de plus en plus de consistance avec tous les éléments majeurs du mouvement social. Déjà, le 19 mars est sur les rails et cela confirme la prise de conscience grandissante face à la profondeur de la crise et de la crise systémique que l'on connaît. Tout le système capitaliste est en cause. Les mécontentements apparaissent de plus en plus au grand jour ; la croissance diminue, c'est la récession des pays riches et les retombées directes dans l'économie des pays émergents. Les patrons du CAC 40 vivent bien, très bien. Comprendre pour gagner ensemble est un socle de réflexions solide. Sarkozy intervient sans cesse à la télévision mais pour dire quoi ? Il ne veut pas de véritable plan de relance pour les salaires et pour l'emploi. On connaît l'origine de la crise, elle est dans la matrice des richesses produites par le travail ; richesses qui vont aller prioritairement à la spéculation au lieu d'aller aux salaires, à la recherche, à l'éducation, à la production durable. Il n'y a pas de véritables mesures, ni sur le Smic, ni sur le salaire des fonctionnaires, ni

sur le maintien de l'emploi dans la fonction publique.

Emploi, gestion des entreprises, projet

Les interrogations de l'assistance sur les emplois dans la région (et notamment à SeaFrance), un projet pour une autre société, le mouvement aux Antilles, les gestions des entreprises viennent alimenter les interventions d'Yves Dimicoli. Les échanges constants avec le monde du travail jouent un rôle déterminant dans les propositions face à cette crise. Le contrôle des fonds publics versés aux entreprises est une exigence qui, en période de casse de l'emploi, gagne du terrain et pas seulement chez les syndicalistes et les salariés concernés. Tout est à repenser et stigmatiser l'argent contre l'emploi et la vie des populations.

"Nous avons proposé, dit-il, l'augmentation des salaires mais aussi la création d'un pôle financier public permettant un crédit sélectif pour aider les entreprises qui veulent produire en France, qui veulent jouer la qualification, le développement durable, les salaires au détriment des entreprises

qui jouent le tout financier. Les propositions concernant une réforme de la fiscalité qui pénaliserait ceux qui jouent le spéculatif et favoriserait les entreprises qui jouent la production". L'activité du crédit est très insuffisante pour l'emploi et l'économiste de citer le chiffre de la Banque de France concernant les dépôts dans les banques du Pas-de-Calais pour 2008 ; chiffre qui se monte à plus de 17 milliards d'euros... À quoi jouent donc toutes ces banques ? La question se pose avec acuité, elle est récurrente. En desserrant l'étreinte de la rentabilité financière, il est possible de développer la production, les sites et de créer des emplois, notamment. Le diagnostic de la crise, on le connaît. Pour les salariés, la sécurisation de la formation est un projet de société qui vient en opposition au chômage et à la précarisation de l'emploi. Alain Bruneel, président du groupe communiste du Conseil régional Nord/Pas-de-Calais, partage le constat établi, "cette crise, rétorque-t-il, nous la combattons avec notre mission d'élus du peuple. L'emploi, la formation, les salaires, la reconnaissance des qualifications, les conditions

de travail, les services publics restent les préoccupations convergentes des salariés, toutes catégories confondues. Nous avons déposé des motions allant dans ce sens, elles ont été adoptées par l'exécutif, ce qui n'est pas rien."

"Ce débat, souligne Bertrand Péricaud, secrétaire de la section communiste de Calais, s'inscrit dans une démarche de confrontations des idées, des expériences, des réflexions et des pratiques et en souligne l'acuité face au capital financier.

Notre soutien aux travailleurs de la Dentelle, du Papier-Carton, du Verre, de l'Automobile, etc. est légitimé par tous leurs combats. La puissance des journées d'action intersyndicales en est la preuve."

Pour Jacky Hénin, eurodéputé, "il ne peut y avoir de conclusion à ce genre de débat. La mobilisation des communistes dans la campagne pour décrypter la crise économique actuelle est à situer dans la configuration d'un débat général qui concerne la vie de tous les jours." Elle est assurément permanente.

Pierre Pirierros



Jacky Hénin : "Je suis disponible pour travailler à toute solution qui permettra de préserver le Calaisis et l'emploi."

Édito

RÉAGIR, RÉSISTER, DÉSOBÉIR...

CHAQUE semaine, des salariés se mettent en grève, pour sauver leurs emplois, leurs salaires, leurs droits. Chaque semaine, des parents d'élèves, des enseignants, des élus bloquent des écoles. Chaque semaine, des infirmières, des médecins dénoncent la casse de leur hôpital. Chaque semaine, des chercheurs, des étudiants, des journalistes, des ouvriers réagissent. Le 29 janvier, nous étions plus de 2 millions dans les rues de France. Le 14 mars, nous serons des milliers au Zénith à Lille pour dénoncer l'Europe des boursiers et des

banquiers et proposer l'Europe des travailleurs solidaires. Le 19 mars, nous serons des millions pour résister et dire **NON** à Sarkozy et à son mépris de nos revendications de travail, de salaire, de santé, d'éducation, de culture. La résignation recule, même si elle reste présente dans beaucoup trop de têtes qui croient encore qu'on ne peut pas faire autrement ! Il faut dire que depuis deux ans, télé-Sarko, radio-Sarko, journaux-Sarko et tous les "vendus" de la résignation sociale avaient installé une chape de plomb sur tout espoir d'autres perspectives !

Mais le peuple se réveille, au moment même où il subit, seul, la crise des banquiers et des boursiers ! Et comme chaque fois que le peuple se réveille, certains de ceux qui avaient proposé des remèdes sporifères pour aggraver en fait son endormissement sont eux aussi obligés de changer leur fusil d'épaule ! Et les voilà eux aussi dans les manifestations ! Réjouissons-nous de ces évolutions, mais sans illusion ! Seul ce que le peuple d'en bas sera capable d'imposer par son action et par son nombre s'imposera à tous !

Méfions-nous des fronts de ceci, des plateformes de cela, révolutionnaires en paroles quand la rue se fait entendre, mais résignés et appelant à la patience dès que la pression retombe un peu. Résistons et désobéissons comme ces chercheurs, ces salariés, ces enseignants, ces élus qui, plus que réagir, plus que résister, aujourd'hui désobéissent aux lois Sarkozyennes offensant leur conscience humaine, leur conscience citoyenne. Des magistrats eux-mêmes le reconnaissent quand, dans les enceintes des tribunaux, ils préci-

sent : «Monsieur, le Tribunal dit la loi telle qu'elle» pas telle qu'elle devrait être... ou encore «Monsieur, Madame... votre action (illégal... contre un Huissier...) est plus efficace qu'un arrêté... qui sera suspendu» ou encore «Monsieur... En équité vous avez raison, en droit vous avez tort...». Nous désobéissons pour que le droit ressemble un peu plus à l'équité ! Nous désobéissons parce que notre conscience nous y oblige. Question de dignité.

Daniel Dewalle